



Le cercle d'experts « Observation PACA Conjoncture » (OPC) travaille à l'identification d'objets sensibles, c'est à dire des secteurs d'activités, des territoires ou des publics qui risquent d'être fragilisés par les effets de la conjoncture. L'objectif n'est pas tant d'être exhaustif mais de produire un diagnostic partagé au service des pouvoirs publics régionaux et des partenaires économiques et sociaux.

Communiqué n° 18

Rédaction finalisée le 25 février 2015

DIRECCTE SESE – RÉGION PACA SEOP – DR INSEE PACA – PÔLE EMPLOI PACA SEE – BANQUE DE FRANCE - ORM

Croissance : des évolutions encore hétérogènes.

Alors que la croissance du PIB s'affirme au sein de certains pays avancés (États-Unis et Royaume-Uni), l'atonie prévaut pour la plupart des autres pays avancés et notamment la **zone euro** où la croissance pour le **3^e trimestre 2014** ne serait que de 0,2 %. Pour les économies émergentes un ralentissement de la croissance est observé notamment en Russie et au Brésil. Face à un affaiblissement de l'inflation sur la zone euro, lié en grande partie à la baisse des cours des matières premières et de l'énergie, le conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne a pris de nouvelles mesures en janvier 2015. Elles constituent un nouvel assouplissement monétaire pour ajuster durablement l'évolution de l'inflation conformément à son objectif de taux inférieur à 2 % à moyen terme.

En **France** au 3^e trimestre, la croissance d'activité se renforce pour s'établir à + 0,3 % après - 0,1 % au 2^e trimestre.

L'Indicateur Synthétique Mensuel d'Activité (ISMA) publié par la Banque de France pour le **4^e trimestre** anticipe une croissance d'activité modeste en France de 0,1 %. Ces prévisions corroborent celles de l'Insee pour le 4^e trimestre qui envisage par ailleurs une légère accélération au 1^{er} semestre 2015 (+ 0,3 % par trimestre). Plusieurs freins communs aux pays de la zone euro se sont en effet desserrés à l'automne : dépréciation de l'euro soutenant la compétitivité des entreprises ; baisse du cours du pétrole renforçant le pouvoir d'achat des ménages et la situation financière des entreprises ; moindre poids des impôts sur le revenu des ménages. D'autres freins plus spécifiques à l'économie française se desserreraient également : montée en charge du CICE et instauration du Pacte de responsabilité améliorant la situation financière des entreprises ; amoindrissement du poids des dépenses de logement sur la croissance.

En **PACA** l'activité économique pour le **4^e trimestre** s'améliore dans l'**industrie**. Cette tendance est portée exclusivement par les sous-secteurs de la « fabrication de matériels de transport », « des équipements électroniques » et dans une moindre mesure de la « chimie ». En effet dans un contexte d'amélioration des parités de change euros-dollars, la demande extérieure est apparue plus dynamique. Le taux d'utilisation des capacités de production s'est renforcé sur le trimestre de près de 3 points. Dans les **services**, composante majeure de l'économie régionale, la tendance globale reste positive avec néanmoins des à-coups dans les volumes de transactions réalisées. Au final ce sont les sous-secteurs de l'« hébergement », de la « communication » et de l'« ingénierie » qui portent cette évolution positive. Au contraire, les sous-secteurs de l'« intérim » et de l'« information » sont plutôt sur une tendance à la baisse. Dans la **construction**, avec une demande moins active, la production reste à un bas niveau dans le gros œuvre comme dans le second œuvre. Pour le deuxième trimestre consécutif, l'activité dans les travaux publics est en net repli.

Recul de l'emploi salarié dans tous les secteurs d'activité au 3^e trimestre 2014

En **PACA**, l'emploi salarié dans les secteurs concurrentiels (hors agriculture et particuliers employeurs, soit 55 % de l'emploi total) a reculé de 0,4 % au 3^e trimestre (soit 5 000 emplois en moins), effaçant ainsi la hausse de 0,3 % enregistrée au trimestre précédent. Il s'agit du premier repli de l'emploi salarié enregistré depuis fin 2012. Sur un an, l'évolution de l'emploi régional s'établit à - 0,2 %. Fin septembre 2014, PACA comptait 1 100 700 salariés dans les secteurs concurrentiels, soit 1 900 de moins qu'un an auparavant.

Au cours du 3^e trimestre 2014, l'emploi salarié a baissé dans tous les secteurs d'activité.

Dans le **tertiaire marchand hors intérim**, les effectifs se sont vivement contractés (- 0,3 %, après + 0,5 % au trimestre précédent). Après avoir fortement progressé au 2^e trimestre (+ 1,0 %), les effectifs dans le commerce ont largement reculé (- 0,6 %, soit - 1 400 emplois). Dans le même temps, les services marchands se sont également repliés (- 0,1 %, après + 0,3 %). Le sous-secteur de l'« hébergement-restauration » a notamment perdu de nombreux emplois (- 1,1 %, soit 1 140 emplois détruits). La baisse a été plus modérée dans le « transport-entrepôt » (- 0,1 %, soit 80 emplois en moins) et l'« information et communication » (- 0,2 %, soit 80 emplois également).

À l'inverse, l'emploi a vivement progressé dans les sous-secteurs des « autres services » (+ 0,5 %, soit 330 emplois en plus) et des « activités financières et d'assurance » (+ 0,4 %, soit 230 emplois supplémentaires). L'emploi dans les « services aux entreprises » et les « activités immobilières » a augmenté plus modérément (respectivement 90 et 20 emplois en plus, soit + 0,1 % chacun).

Enfin, dans l'intérim, classé dans les services marchands au niveau régional, les effectifs se sont effondrés (1 700 emplois de moins, soit - 5,2 % au 3^e trimestre 2014, après 0,0 % au trimestre précédent).

Le secteur de la **construction**, dont les effectifs n'ont cessé de se contracter depuis mi-2008, a continué de perdre des emplois au 3^e trimestre 2014 (- 0,6 %, soit 630 emplois en moins). Il faut remonter 10 ans en arrière pour retrouver un niveau d'emploi salarié aussi bas dans ce secteur. Tous les indicateurs d'activité y sont mal orientés.

Le nombre de mises en chantier de logements neufs, déjà largement en dessous de son niveau d'avant crise, a baissé au 3^e trimestre 2014 (-3,5 % sur un an). De plus, l'opinion des chefs d'entreprise de l'industrie et de l'artisanat du bâtiment sur leurs perspectives d'activité reste largement dégradée.

Enfin dans **l'industrie**, la baisse des effectifs observée depuis début 2014 s'est amplifiée au 3^e trimestre 2014 (-0,4 %, après -0,1 % au trimestre précédent). Ce sont notamment des emplois du sous-secteur de la « fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines » qui ont été perdus (-3,2 %, soit 570 emplois en moins). Dans le sous secteur de la « fabrication d'autres produits industriels » (40 % des effectifs industriels), les effectifs se sont également repliés (-0,5 %, soit 320 emplois en moins). À l'inverse, l'emploi industriel a augmenté dans les sous-secteurs des « industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets, raffinage » (+0,6 %, soit 185 emplois supplémentaires) et de « l'agroalimentaire » (+0,5 %, soit 140 emplois en plus). L'évolution des effectifs du sous-secteur de la « fabrication de matériels de transport » a été plus modérée (+0,1 %, soit +20 emplois) ; celui-ci crée de l'emploi tous les trimestres depuis 4 ans.

En **France métropolitaine**, les effectifs salariés (hors agriculture et particuliers employeurs) ont baissé au 3^e trimestre 2014 au même rythme qu'au niveau régional (-0,4 %, après 0,0 % au trimestre précédent). 55 200 postes ont été perdus. Pour la première fois depuis mi-2013, l'emploi tertiaire marchand a baissé (-0,1 %, après +0,2 % au trimestre précédent). C'est le secteur du commerce qui contribue le plus fortement à ce recul : ses effectifs ont diminué de 0,4 %. Seuls ceux des services marchands ont augmenté (+0,1 %). Par ailleurs, l'emploi salarié s'est de nouveau contracté dans les secteurs de la construction et de l'industrie (respectivement -1,1 % et -0,4 %). Enfin, les effectifs intérimaires se sont fortement repliés (-4,0 %, soit -21 800 postes), effaçant totalement la hausse observée au trimestre précédent (+2,3 %, soit +12 200 postes). Selon les prévisions, l'emploi marchand reculerait de nouveau au 4^e trimestre 2014. La légère accélération de l'activité, conjuguée aux effets cumulés du CICE et du Pacte de responsabilité et de solidarité permettraient un moindre recul de l'emploi marchand au cours du 1^{er} semestre 2015.

Fort rebond du taux de chômage

En écho aux nombreuses pertes d'emplois, le taux de chômage localisé en **PACA** a fortement augmenté au **3^e trimestre 2014** (+0,4 point). Il s'établit désormais à 11,6 % de la population active. Il faut remonter à la mi-2000, pour retrouver un taux de chômage aussi élevé dans la région. Sur un an, il a augmenté de 0,2 point.

En **France métropolitaine**, après trois trimestres de stabilité, le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de 0,2 point par rapport au trimestre précédent. Il s'établit à 9,9 % de la population active au 3^e trimestre 2014. Sur un an, il demeure stable. Selon les prévisions, la légère hausse attendue de l'emploi total au cours des prochains trimestres ne suffirait pas à absorber la progression de la population active. Le taux de chômage augmenterait légèrement pour atteindre 10,4 % mi-2015.

Par ailleurs, d'après les dernières données disponibles sur le marché du travail, la hausse annuelle du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est de +6 % **fin 2014** en **PACA**, évolution proche de la moyenne nationale (+5,7 %). Fin 2014, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi de catégorie A aura donc augmenté de +18 050 (dont +60 % d'hommes, +2 % de jeunes de moins de 25 ans et +47 % de seniors) en région, pour s'établir à 317 445.

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) poursuit sa hausse

L'ICDC¹ a augmenté de 8 jours en un trimestre : avec une conjoncture économique maintenue telle qu'elle s'établit au **3^e trimestre 2014** en **PACA**, un demandeur d'emploi resterait inscrit sur les listes de Pôle emploi en moyenne 408 jours.

Cet indicateur est désormais proche de son point culminant de début 2013 (409 jours). Il s'est accru de près de 30 jours en deux trimestres et de 42 jours sur un an.

L'ensemble des départements est affecté par cette dégradation notamment les Hautes-Alpes (+63 jours sur un an), les Bouches-du-Rhône (+47 jours) et le Var (+45 jours).

Les demandeurs d'emploi seniors subissent toujours les indices les plus importants (671 jours) à l'inverse des jeunes de moins de 25 ans (228 jours) mais toutes les classes d'âges connaissent une aggravation annuelle de leur durée estimée d'inscription sur les listes.

Les zones d'emploi d'Orange et d'Arles continuent d'être très durement touchées par le chômage

Au sein de la région, le taux de chômage a augmenté dans tous les départements au 3^e trimestre 2014. Il s'établit à 9,2 % dans les Hautes-Alpes (+0,1 point par rapport au trimestre précédent), 10,6 % dans les Alpes Maritimes (+0,3 point), 11,4 % dans le Var (+0,4 point), 12,0 % dans les Alpes-de-Haute-Provence (+0,5 point) et dans les Bouches-du-Rhône (+0,3 point), et enfin 12,8 % dans le Vaucluse (+0,4 point).

Au 3^e trimestre 2014, le taux de chômage localisé progresse également dans chacune des zones d'emploi de la région. Celles d'Arles (15,0 %), d'Orange (13,2 %) et d'Avignon (13,0 %), les plus touchées par le chômage, enregistrent les plus fortes hausses : respectivement +0,5 point pour les deux premières et +0,6 point pour la troisième. À l'inverse, les zones d'emploi où le taux de chômage est le plus faible sont aussi celles où les augmentations sont les plus modérées : +0,2 point à Aix-en-Provence (9,4 %) et Briançon (9,3 %) et +0,1 point à Gap (9,0 %).

Pour accéder aux informations issues de la dernière rencontre plénière, consulter :

<http://www.observacion-paca-conjoncture.org>, rubrique « suivi du dispositif Paca Conjoncture » au 29/01/2015



¹ L'ICDC est un nouvel indicateur conjoncturel proposé par Pôle emploi dans le but de synthétiser l'incidence de la conjoncture économique sur l'état du marché du travail, et les opportunités qu'il offre pour trouver un emploi. Il reproduit le calcul de l'espérance de vie d'une population en évaluant la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emplois qui connaîtraient durant toute leur période de chômage les mêmes conditions sur le marché du travail que celles du trimestre considéré.